

ASSEMBLÉE NATIONALE

RENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 35

Loi sur les musées nationaux

Première lecture



Présenté par
M. Clément Richard
Ministre des Affaires culturelles

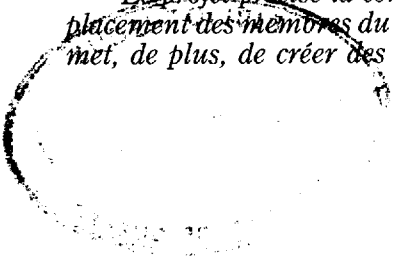
NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'instituer le Musée du Québec et le Musée d'Art contemporain de Montréal.

Le Musée du Québec aura pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des expositions et autres activités d'animation.

Pour sa part, le Musée d'Art contemporain de Montréal aura pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des expositions et autres activités d'animation.

Le projet précise la composition, les modes de nomination et de remplacement des membres du conseil d'administration d'un musée et lui permet, de plus, de créer des catégories de membres sans droit de vote.



Projet de loi 35

Loi sur les musées nationaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

INSTITUTION

1. Un musée national est institué sous le nom de « Musée du Québec ».

2. Un musée national est institué sous le nom de « Musée d'Art contemporain de Montréal ».

CHAPITRE II

CONSTITUTION ET ORGANISATION

3. Un musée est une corporation; il exerce tous les pouvoirs d'une corporation en outre de ceux que la présente loi lui confère.

4. Un musée est un mandataire du gouvernement.

Les biens d'un musée font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens autres que les biens qui sont des oeuvres d'une personne ou des produits de la nature et qui font partie de ses collections.

5. Un musée a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de l'adresse du siège social ou de son changement est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

6. Les affaires d'un musée sont administrées par un conseil d'administration de neuf membres dont un président, nommés par le gouvernement.

Un de ces membres est nommé sur la recommandation de la communauté urbaine de l'endroit du siège social du musée ou, s'il n'y a pas une telle communauté urbaine, sur la recommandation du conseil municipal de la municipalité de l'endroit du siège social du musée.

Un autre de ces membres est nommé après consultation du milieu de l'éducation.

Les autres membres sont nommés après consultation de personnes et d'organismes ou associations intéressés à la muséologie.

D'autres catégories de membres sans droit de vote peuvent être prévues par règlement d'un musée.

7. Le gouvernement fixe le traitement, les honoraires ou les allocations des membres ainsi que les indemnités auxquelles ils ont droit.

8. Le président est nommé pour un mandat n'excédant pas cinq ans et les autres membres pour un mandat n'excédant pas trois ans.

Un membre ne peut être nommé pour plus de deux mandats consécutifs et, dans le cas du président, que pour un deuxième mandat n'excédant pas trois ans.

9. Le président préside les séances du conseil d'administration, voit à son fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par règlement du musée.

10. À l'expiration de son mandat, un membre demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé à nouveau.

Une vacance parmi les membres est comblée en suivant le mode prescrit pour la nomination du membre à remplacer.

11. Le quorum aux séances d'un conseil d'administration est de cinq membres.

12. En cas de partage égal, le président a voix prépondérante.

13. Le gouvernement peut, en cas d'absence ou d'incapacité temporaire d'un membre, nommer une personne pour assurer l'intérim, en suivant le mode de nomination prévu à l'article 6 et aux conditions qu'il détermine.

14. Un musée nomme un directeur général dont le traitement, les allocations, les indemnités et les autres conditions de travail sont fixées dans le contrat prévu par l'article 31.

15. Le directeur général est responsable de la gestion d'un musée dans le cadre de ses règlements.

16. Le directeur général exerce ses fonctions à plein temps; il peut toutefois cumuler les fonctions de secrétaire.

17. Un musée peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour l'accomplissement de ses fonctions.

18. Le secrétaire et les autres employés sont nommés et rémunérés selon les normes, les barèmes et le plan d'effectifs établis par règlement du musée.

Ce règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le gouvernement.

19. Sous réserve de l'article 38, un musée peut adopter tout règlement concernant l'exercice de ses pouvoirs et sa régie interne.

Ce règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le gouvernement.

20. Un membre ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et les devoirs de ses fonctions.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt lui échoit par succession ou par donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

21. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président ou par le secrétaire, sont authentiques.

Il en est de même des documents ou des copies qui émanent d'un musée ou qui font partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

CHAPITRE III

FONCTIONS ET POUVOIRS

22. Le Musée du Québec a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des expositions et autres activités d'animation.

23. Le Musée d'Art contemporain de Montréal a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des expositions et autres activités d'animation.

24. Un musée peut notamment, dans l'exécution de ses fonctions:

1° acquérir, aliéner, louer, prêter, emprunter, échanger, conserver ou restaurer des biens qui sont des oeuvres d'une personne ou des produits de la nature selon les conditions qu'il a prévues par règlement;

2° solliciter et recevoir des dons, legs, subventions ou autres contributions et en disposer;

3° promouvoir des oeuvres d'une personne ou des produits de la nature tant au Québec qu'à l'étranger par des expositions ou tout autre moyen approprié;

4° assurer une coordination et établir des modes de collaboration avec d'autres personnes ou sociétés dans le domaine de la muséologie au Québec.

Dans l'exercice de ses fonctions prévues au paragraphe 1° du premier alinéa, le musée ne peut accepter de dons, de legs, de subventions ou d'autres contributions auxquels est attachée une charge ou une condition que dans les cas et suivant les conditions que le gouvernement peut déterminer par règlement.

Un règlement adopté en vertu du deuxième alinéa entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qu'il indique.

25. Un musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement:

1° acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble;

2° conclure un contrat de plus de trois ans, à l'exception d'un contrat de services visant une exposition ou une autre activité d'animation;

3° contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par celui-ci et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement.

26. Un musée doit procéder par soumission publique dans tous les cas où un ministère est tenu de le faire selon les règles adoptées en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

CHAPITRE IV

GARANTIES GOUVERNEMENTALES

27. Le gouvernement peut déterminer les conditions de toute subvention qu'il accorde à un musée pour pourvoir en totalité ou en partie au paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation d'un musée.

[[**28.** Le gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation d'un musée.]

Les sommes requises pour l'application du présent article sont prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

CHAPITRE V

COMPTES ET RAPPORTS

29. L'exercice financier d'un musée se termine le 31 mars de chaque année.

30. Un musée établit un plan de développement suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement.

Ce plan de développement doit être soumis à l'approbation du gouvernement.

31. Un musée conclut annuellement un contrat avec le gouvernement.

Ce contrat peut prévoir:

1° le traitement, les allocations, les indemnités et les autres conditions de travail du directeur général du musée;

2° le montant maximum au-delà duquel le musée ne peut s'obliger sans l'autorisation du gouvernement;

3° les conditions auxquelles le musée peut exercer un mandat relatif à la négociation d'une convention collective de travail avec ses employés;

4° les conditions auxquelles le musée peut signer une convention collective avec ses employés;

5° le budget du musée pour l'année suivante.

Le gouvernement détermine les autres sujets dont le contrat peut traiter et le moment de l'année où le musée doit le lui présenter.

32. Un musée doit, dans les quatre mois de la fin de son exercice financier, produire au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Les états financiers et le rapport d'activités doivent contenir tous les renseignements exigés par le ministre.

33. Le ministre dépose ce rapport et ces états devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

34. Un musée doit en outre fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

35. Les livres et comptes d'un musée sont vérifiés par le vérificateur général, chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement.

36. Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport d'activités et les états financiers d'un musée.

37. Les sommes reçues par un musée doivent être affectées au paiement de ses obligations.

CHAPITRE VI

RÈGLEMENTATION

38. Un musée peut, par règlement:

1° établir des normes d'administration interne de l'établissement et des mesures de surveillance et de sécurité des biens qui s'y trouvent;

2° établir des comités formés de personnes chargées de le conseiller sur l'acquisition de biens et sur toute autre matière relevant de ses fonctions, ainsi que des normes relatives au fonctionnement de ces comités;

3° déterminer les conditions d'acquisition, d'aliénation, de location, de prêt, d'emprunt, de donation, d'échange, de conservation ou de restauration des biens qui sont des oeuvres d'une personne ou des produits de la nature;

4° établir des catégories de membres sans droit de vote et déterminer leurs devoirs, pouvoirs et obligations.

39. Le musée qui adopte un règlement en vertu de l'article 38 le soumet à l'approbation du gouvernement qui peut le modifier.

Ce règlement entre en vigueur après avoir été approuvé avec ou sans modification par le gouvernement, le dixième jour qui suit celui de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qu'il indique.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

40. L'article 4 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20) est modifié par le remplacement, à la deuxième ligne, des mots « musées provinciaux » par les mots « musées nationaux ».

41. Les appellations « Musée du Québec » et « Musée d'Art contemporain de Montréal » ne peuvent être utilisées au Québec pour désigner un immeuble, une entreprise ou un organisme quelconque sans l'autorisation écrite du musée concerné.

42. Le Musée du Québec et le Musée d'Art contemporain de Montréal institués en vertu de la présente loi, deviennent, à compter du (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), propriétaires des oeuvres d'une personne et des produits de la nature qui font partie de collections, situés respectivement au Musée du Québec et au Musée d'Art contemporain de Montréal et qui font partie du domaine public.

43. À moins que le contexte ne le permette pas, le Musée du Québec et le Musée d'Art contemporain de Montréal sont respectivement substitués de plein droit à la direction du Musée du Québec et à la direction du Musée d'Art contemporain de Montréal du ministère des Affaires culturelles dans tout règlement, arrêté en conseil, décret, directive, contrat ou autre document où il est fait mention de ces directions.

44. Un employé du Musée du Québec ou du Musée d'Art contemporain de Montréal qui a été nommé suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1) et qui a obtenu le statut de fonctionnaire permanent avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), conserve le classement qu'il avait dans la fonction publique à cette date.

Il peut se présenter comme candidat à la mutation dans un emploi de la fonction publique et participer aux concours de promotion conformément aux dispositions de la Loi sur la fonction publique.

Aux fins de l'application de l'article 81 de la Loi sur la fonction publique, ces musées sont réputés être des organismes au sens de cette loi.

45. L'article 77 de la Loi sur la fonction publique s'applique à un employé visé à l'article 44 qui participe à un concours de promotion.

46. Un employé visé à l'article 44 qui a été muté dans un emploi de la fonction publique conformément à cet article peut requérir de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique qu'il réajuste son classement à l'intérieur de sa classe d'emploi pour tenir compte de l'expérience et de la scolarité acquises alors qu'il était à l'emploi du Musée du Québec ou du Musée d'Art contemporain de Montréal.

47. Un employé visé à l'article 44 qui a été promu conformément à cet article peut, relativement à l'application des règles de classement lors de cette promotion, requérir de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique qu'il tienne compte de l'expérience et de la scolarité acquises alors qu'il était à l'emploi du Musée du Québec ou du Musée d'Art contemporain de Montréal.

48. En cas de cessation d'activités du Musée du Québec ou du Musée d'Art contemporain de Montréal, l'employé visé à l'article 44 a le droit d'être mis en disponibilité ou d'être transféré dans la fonction publique à un emploi qui correspond au classement qu'il avait le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 44*).

L'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique doit réajuster son classement en procédant de la manière prévue à l'article 46.

49. Sous réserve des recours qui peuvent exister en vertu d'une convention collective, un employé visé à l'article 44 ne peut être révoqué ou destitué qu'en vertu des articles 87 et 97 de la Loi sur la fonction publique, selon le cas.

50. L'article 55 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12) est modifié par l'addition, après le paragraphe 19°, du suivant:

«20° le directeur général et les employés d'un musée institué en vertu de la Loi sur les musées nationaux (1983, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 35*).».

51. La présente loi remplace la Loi sur les musées (L.R.Q., chapitre M-43).

52. Une disposition d'un règlement, d'un arrêté en conseil ou d'un décret adopté en vertu de la Loi sur les musées demeure en vigueur.

53. Le ministre des Affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

54. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

55. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à une date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.